



Né.es ici, Venu.es d'ailleurs, **SOLIDARITÉ : mêmes habitant.es, mêmes travailleur.se.s**

MANIFESTATION, 20 juin 2026, 14h30 place Bellecour

Dans la continuité des réformes législatives européennes attentatoires aux droits humains, le Parlement européen a approuvé le 26 mars 2026 un nouvel instrument qui réduit violemment les droits des personnes exilées.

Et le gouvernement français s'affaire pour le mettre en place, dès le 12 juin, par le biais de trois ordonnances...

Nous voulons un pays de liberté et d'égalité

C'est un fait : les personnes étrangères qui vivent en France, qui y travaillent, étudient, y ont des attaches familiales ou privées contribuent à la vie culturelle, sociale et économique de notre pays.

C'est un droit : les personnes étrangères qui vivent en France ont droit à l'éducation, aux protections sociales, à la santé, au travail, au logement, aux loisirs, à la culture, etc. afin de permettre à chacune et chacun de construire librement son quotidien et son avenir.



Le nouveau « pacte migratoire européen »

Le « pacte migratoire européen » bafoue les droits fondamentaux. En violation du droit d'asile et du principe de non-refoulement, il :

- généralise les « hotspots », vastes camps de détention aux frontières, pour opérer un tri expéditif aux frontières en vue d'expulser le plus grand nombre,
- répartit autoritairement les personnes éligibles à l'asile entre les pays volontaires,
- donne la possibilité d'expulser les personnes vers des « pays-tiers », hors d'Europe, même si ce pays n'est pas « sûr » ; sans aucun contrôle ni possibilité de recours

À l'instar des Etats-Unis, où près de 14 millions de personnes sont devenues des cibles de l'ICE, une obsession sécuritaire se développe en France et dans toute l'Europe. En désignant les demandeurs d'asile et les personnes migrantes comme des dangers, il s'agit de diviser la population, de saper les résistances, alors que dans le même temps le gouvernement s'attaque à tous les droits sociaux.

AUCUNE APPLICATION DU PACTE MIGRATOIRE EUROPÉEN

Car ce nouveau « pacte migratoire européen » aggrave sérieusement une situation déjà dramatique.

Associations et syndicats dénoncent les conséquences funestes de cette politique fondée sur des amalgames fallacieux :

- “Menace à l’ordre public” : Une notion subjective utilisée pour criminaliser des personnes du seul fait de leur nationalité et de leur statut administratif
- “Métiers en tension” : Une notion qui conduit en fait à réduire fortement la possibilité de régularisation
- Aide Médicale d’État et APL : Des attaques à ces droits fondées sur l’idée fausse selon laquelle les personnes étrangères « coûteraient » à la société
- Maîtrise du français et examen civique : de nouvelles barrières infranchissables pour nombre de personnes, au motif infondé qu’elles ne feraient pas suffisamment d’effort d’intégration
- Droits d’inscription à l’université : Multiplication par 13 des frais de scolarité pour les étudiants étrangers, premier pas vers des augmentations pour toutes les personnes étudiantes ?

Associations et syndicats revendiquent :

- l’ouverture des guichets en préfecture,
- l’abrogation de la loi "immigration" de Darmanin et de la circulaire Retailleau,
- un budget à la hauteur de nos besoins ! Stop à la casse des services publics,
- la régularisation immédiate de toutes et tous,
- le droit au travail et le droit au logement,
- la liberté de circulation et d’installation pour toutes et tous,
- la fermeture des Centres de Rétention Administrative (CRA),
- et le respect de la présomption de minorité et la mise à l’abri des personnes mineures, isolées ou non.

Aujourd’hui les personnes étrangères sont attaquées, de manière forte et visible. Cette stigmatisation détourne l’attention et permet, dans le même temps, au gouvernement de préparer de nouvelles attaques contre les droits sociaux et les libertés de toutes et tous.

18 mai 2026

Collectif de soutien aux réfugié·es et migrant·es Lyon-69 :

Resf 69, Collectif Soutiens/migrants Croix Rousse, 2MSG, La Cimade, Collectif Palestine 69, Collectif FLE, ESFAL (Entraide Solidarité France Amérique latine), LDH Lyon9e/ouest lyonnais, UD CGT69, FSU69, UD Solidaires 69, Sud Santé Sociaux, Émancipation 69, LFI69, NPA L’Anticapitaliste 69, L’Après 69, Lutte Ouvrière, PCF Rhône,

Contacts : collsoutienrefugiesmigrants69@gmail.com

Site : <https://soutienmigrants69.fr/>  <https://www.facebook.com/soutienmigrants69/>